



Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-Burundi)

Appel urgent

Burundi : Le Gouvernement doit mettre fin aux discours de haine ethnique et prévenir le risque d'atrocités criminelles

21 février 2025

L'ACAT-Burundi exprime sa profonde inquiétude face à l'escalade des discours de haine ethnique au Burundi, exacerbée par les récentes déclarations du Président Évariste Ndayishimiye, le 11 février 2025, à Bugabira (province de Kirundo), lors de la présentation du nouveau gouverneur¹. Ce discours, appelant la population à se mobiliser contre une prétendue attaque imminente du Rwanda, a favorisé la propagation de propos dangereux sur les réseaux sociaux et dans des réunions clandestines, incitant à la division et à la violence, notamment de la part de militants zélés du parti au pouvoir, le CNDD-FDD.

Dans un contexte régional déjà instable, marqué par l'implication illégale du Burundi dans le conflit en République Démocratique du Congo (RDC), ces discours de haine représentent un facteur de risque majeur pouvant mener à des atrocités criminelles, y compris un génocide. L'histoire nous a appris que l'incitation à la haine précède souvent les pires atrocités.

Face à cette situation préoccupante, l'ACAT-Burundi appelle les autorités burundaises à :

- **Mettre un terme immédiat aux discours de haine ethnique et aux incitations à la violence ;**
- **Assumer pleinement leur responsabilité dans la protection de tous les citoyens sans distinction ;**
- **Respecter leurs engagements internationaux en matière de prévention des crimes de masse.**

¹ <https://www.voafrique.com/a/burundi-le-pr%C3%A9sident-ndayishimiye-met-de-nouveau-en-garde-le-rwanda/7972393.html>



Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-Burundi)

Nous exhortons également la communauté internationale à rester vigilante et à prendre des mesures proactives pour prévenir toute dérive susceptible de menacer la sécurité et la dignité des populations civiles.

Enfin, l'ACAT-Burundi interpelle le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour la prévention du génocide afin qu'il surveille de près cette situation et prenne les dispositions nécessaires pour éviter une tragédie imminente.

